

**« CONSTRUISONS  
ENSEMBLE  
L'AVENIR DU  
SITE DE GIAT »**

**Propositions présentées par les élus de Gauche (PS/PC/PRG/Verts)**

- du Conseil Municipal de Tarbes
- du Conseil Communautaire du Grand Tarbes
- du Conseil Général des Hautes-Pyrénées
- du Conseil Régional de Midi-Pyrénées

## **Historique :**

Le 31 juin 2006, une page majeure de l'histoire industrielle de Tarbes et des Hautes-Pyrénées à été tournée : après une longue agonie et de multiples plans sociaux et malgré une résistance exemplaire des salariés et de leurs organisations syndicales, l'établissement tarbais de GIAT a fermé ses portes.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, cette page n'est pas encore définitivement tournée :

- d'une part parce que plusieurs dizaines de salariés de GIAT sont encore en attente d'un reclassement et que notre responsabilité collective pour les aider à retrouver un emploi est encore engagée.

- ensuite parce que GIAT a « daigné » laisser dans l'agglomération son site pyrotechnique qui emploie encore 80 salariés dont l'avenir nous préoccupe aussi.

Cette fermeture, au-delà du choc économique, social et psychologique qu'elle a provoqué, laisse un site de friches industrielles d'une surface doublement sensible : par sa taille –32 hectares- et par sa proximité du centre-ville.

L'avenir de ce site est un enjeu majeur pour Tarbes et son agglomération, un enjeu qui doit être débattu démocratiquement et dans la plus grande transparence.

Le Maire de Tarbes et les élus de Droite ont commencé à traiter ce dossier, comme tous les autres, dans le secret, l'opacité et le mensonge comme en témoignent les propos qu'il a tenus sur le projet mettant en cause les autres collectivités publiques qui auraient, soi-disant, refusé d'accompagner la commune dans un partenariat sur ce projet ce qui est, évidemment faux.

Puis, dans un deuxième temps, nous avons eu droit, juste avant les fêtes, à une annonce spectaculaire : la ville signait un protocole

d'accord avec GIAT pour une vente des immobilisations à hauteur de 3,8 M d'euros en 3 fois : 2009, 2010 et 2011.

Ce prix qui correspond à 19 euros/m<sup>2</sup> est plus élevé que sur certains autres sites (pourquoi ?). Sait-on que, pour ce prix, la ville n'acquiert que 20 ha sur 32 à 3,8 ME alors que ce sont les 32 ha qui avaient été valorisés à 6,5 ME en 2004..... Il n'y a donc eu aucun effort obtenu de GIAT !

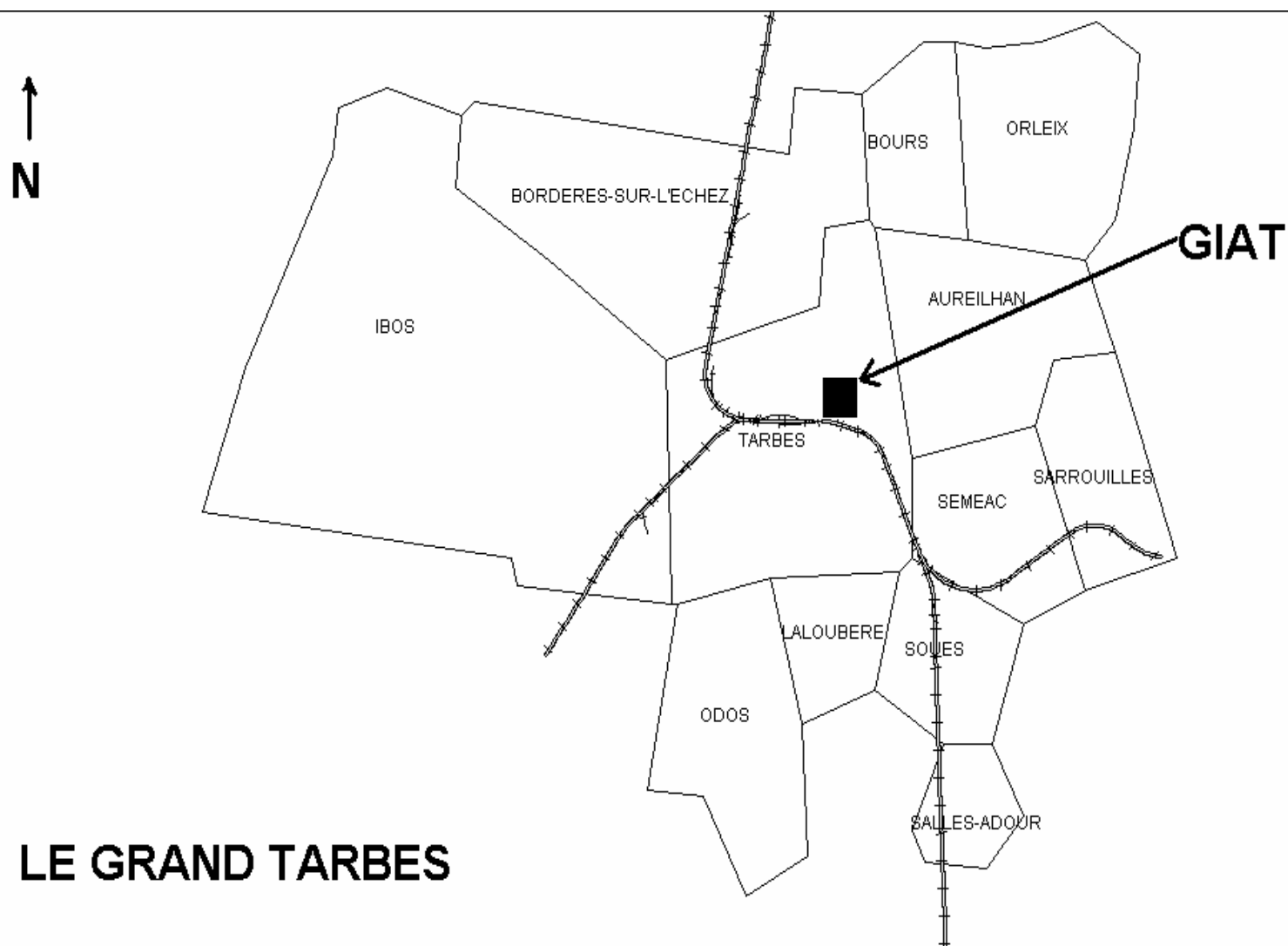
D'autre part la municipalité de Tarbes s'enferme dans son refus de partenariat avec les autres collectivités. Ce partenariat que nous préconisons sur le foncier serait pourtant la meilleure garantie d'un partenariat futur sur le contenu du projet.

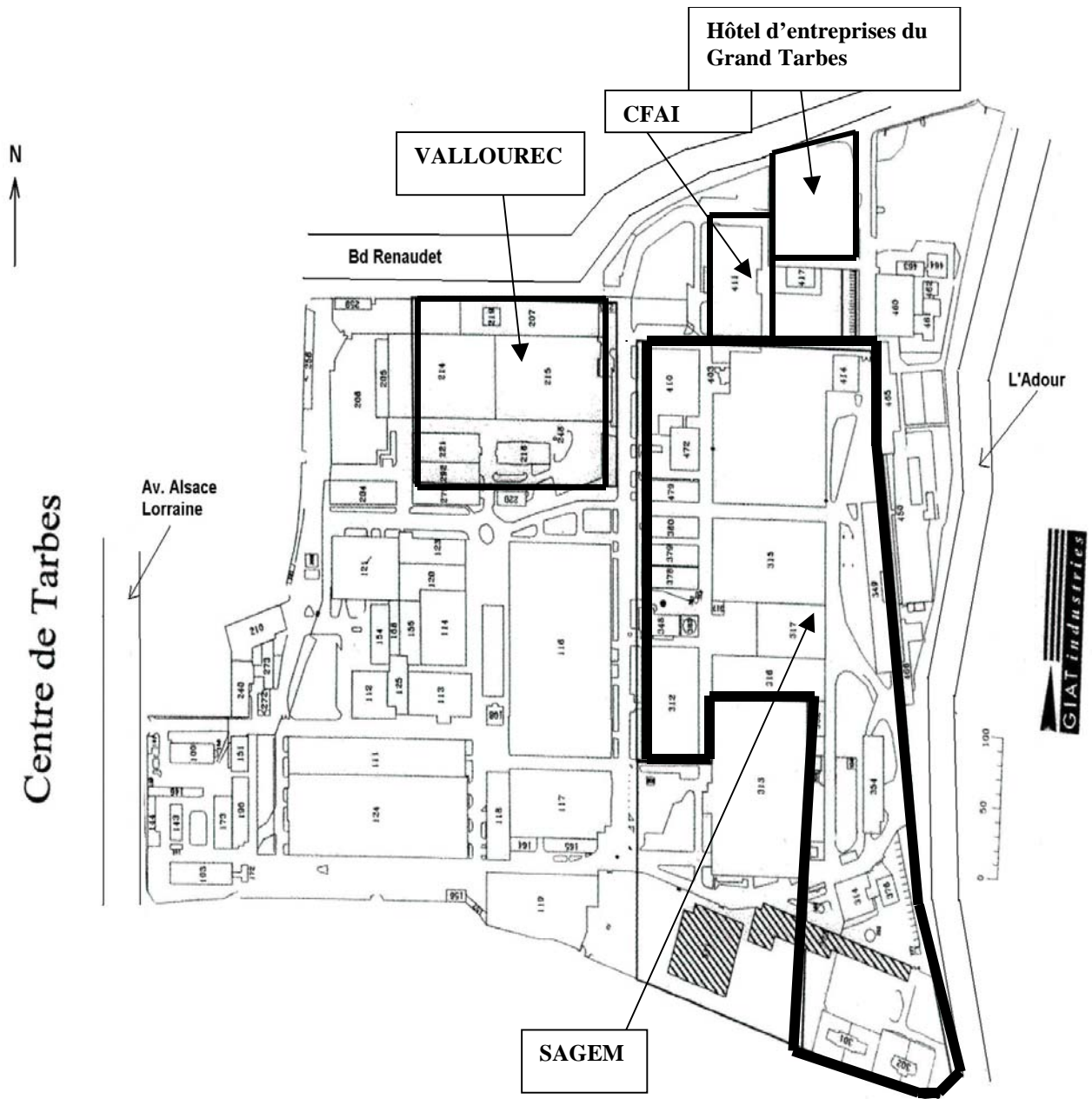
Enfin la principale remarque que nous voulons faire est simple : Monsieur Trémège paye à crédit..... sur le dos de la prochaine municipalité !

Cette vente ne règle rien : la question centrale reste « pour quoi faire » ? Quel projet global va s'inscrire sur ce site ?

C'est pour lancer ce débat nécessaire que les élus de Gauche de Tarbes de l'agglomération s'expriment aujourd'hui.

# UN SITE DOUBLEMENT MAJEUR DANS L'AGGLOMERATION, PAR SA TAILLE ET SA PROXIMITE DU CENTRE-VILLE



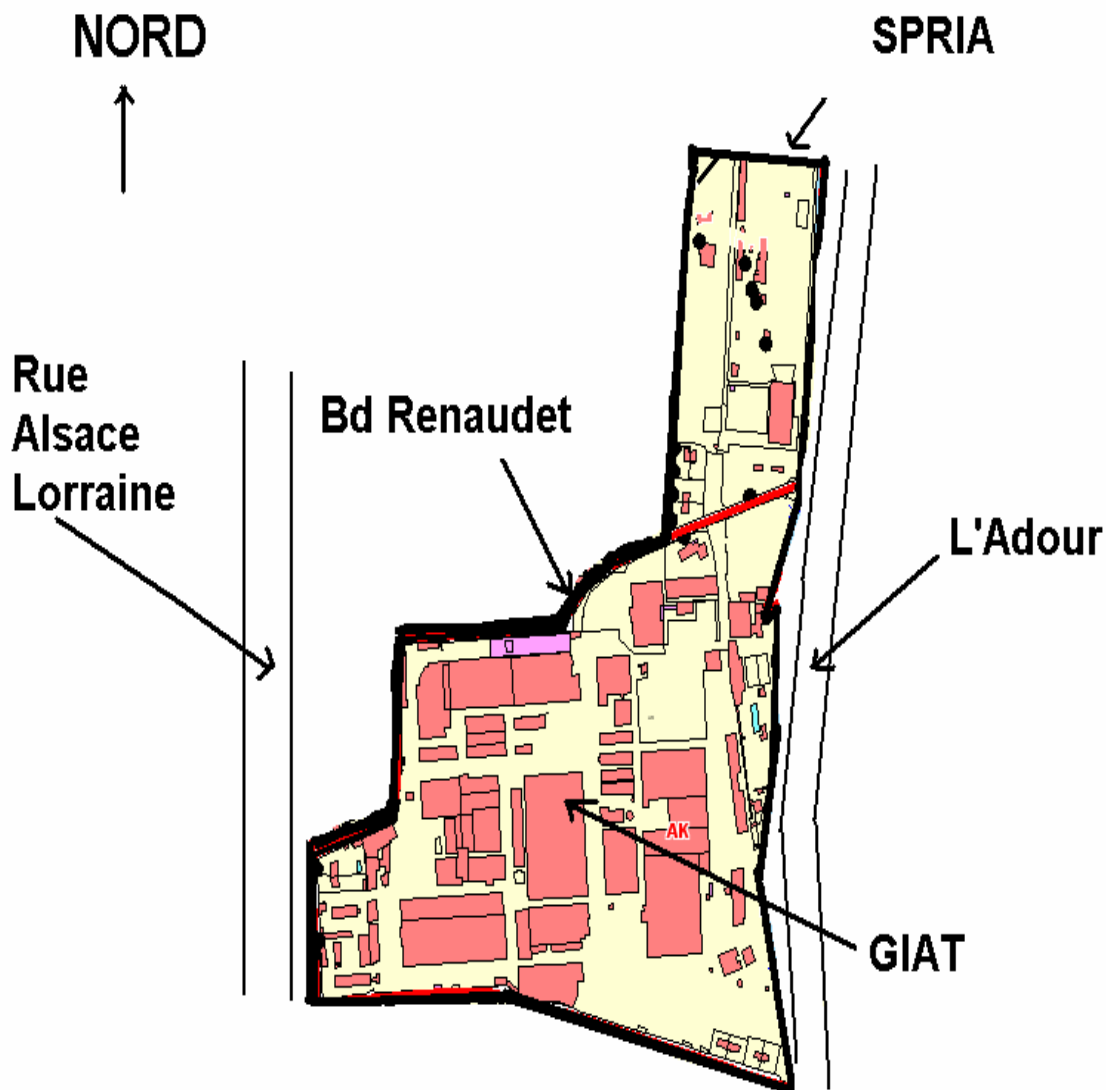


Mais un site qui gardera une large vocation liée à l'activité économique par la présence de :

- SAGEM
- VALLOUREC (1)
- L'Hôtel d'entreprises du Grand Tarbes et l'école d'apprentissage (CFAI)

(1) La présence de Vallourec crée un certain nombre de nuisances pour les habitants du quartier. L'avenir du site devra traiter ce problème sur le fond.

Mais l'avenir du site devra intégrer l'espace occupé aujourd'hui par SPRIA après la scandaleuse décision des actionnaires de cette entreprise qui la condamne à très court terme : organiser la relance industrielle de ce site est une priorité absolue !



Aujourd'hui le Maire de Tarbes traite ce dossier selon une méthode critiquable en tous points :

- dans le secret et l'opacité,
- en refusant d'y associer les partenaires démocratiquement élus,
- sans vision d'ensemble et en prenant le problème par le petit bout de la lorgnette, (le projet qu'il propose en année 5 du contrat d'agglomération afin de mobiliser des subventions sur la seule partie Sud Ouest du site pour la liaison des rues Destarac et des Forges et la réhabilitation de 2 bâtiments et 2 seuls est très révélatrice....)
  
- en refusant les partenariats avec les autres collectivités publiques alors que ces partenariats sont incontournables. (Pire ! quand toutes les collectivités se sont déclarées disponibles, il les accuse de laisser seule la ville de Tarbes face à ce problème.....)

Les élus de Gauche proposent une méthode toute différente, opposée même en tous points à celle du Maire :

***1- En multipliant les partenariats :***

- avec la Région et, notamment dans le cadre d'une procédure exceptionnelle de « Grand Projet de Pays ».
- avec le Département pour le plan de désenclavement routier du site et d'autres partenariats pour des équipements publics de proximité.
- avec l'agglomération du Grand Tarbes pour le volet « développement économique ».
  - avec GIAT ! pour la nécessaire réindustrialisation du site de SPRIA, à proximité de la pyrotechnie/pour la reprise du restaurant d'entreprise nécessaire à l'avenir du site/pour assurer l'avenir des installations sportives gérées par le comité d'entreprise.

***2- En définissant un projet global dans la transparence et le débat démocratique !***



Il faut un projet global pour construire l'avenir du site de GIAT.

Mais ce projet global ne doit pas être élaboré dans le secret des bureaux d'études d'urbanisme ni dans celui du cabinet du Maire de Tarbes.

Le projet global doit être élaboré démocratiquement par un large débat avec des partenaires démocratiques évidents :

- d'abord les anciens salariés de GIAT, réunis dans l'association ADISHAT. Ils sont la mémoire industrielle, sociale, culturelle de ce site, de ses bâtiments. Ils se sont réunis pour faire vivre cette mémoire et la mettre au service de l'avenir du site. Les associer étroitement à l'élaboration du projet est une garantie de cohérence. Nous demandons d'ailleurs à GIAT d'héberger ADISHAT afin qu'elle soit au cœur du processus de reconstruction. Nous proposons le bâtiment 256 à cette fin.

- ensuite, le comité du quartier Saint Antoine.

Ils sont les riverains du site et les premiers intéressés à sa reconversion. Les associer est aussi une obligation démocratique.

- le tissu associatif et les habitants des quartiers Nord de Tarbes.

- au-delà, enfin, les citoyens.

Les élus de Gauche de la ville et de l'agglomération ont des idées à proposer pour construire l'avenir du site de GIAT. Mais plutôt que de livrer un projet « clefs en mains » ils les soumettent dans le cadre de ce débat ;

## **CONCLUSION :**

Ce que nous voulons c'est construire un lien entre le passé et l'avenir du site de GIAT. Nous voulons construire cet avenir en puisant ses racines dans le passé industriel et social, sans nostalgie, sans passéisme. Mais pas sans mémoire.

Et nous voulons faire de cette construction, de ce projet, un modèle d'élaboration démocratique.

**Ce document est fait pour lancer ce débat.**